



Extrait du Union des Forces de Progrès

<http://ufpweb.org/fr/spip.php?article179>

Politique

Concertations et dissertations

- Articles de presse - Articles -



Date de mise en ligne : jeudi 10 mai 2007

Union des Forces de Progrès

C'est à la surprise générale que le Président de la République, Sidi Ould Cheikh Abdallahi, a rencontré les principales figures de la Coalition des forces du changement, ou de ce qui en reste après le départ de Messaoud Ould Boulkheir. Ce fut d'abord Ahmed Ould Daddah qui a été reçu le 3 mai. Puis Mohamed Ould Maouloud et Jemil Mansour. Saleh Ould Hanenna devra voir le Président incessamment. Premières du genre, ces rencontres ont permis d'apaiser les relations selon différentes sources. L'occasion pour le nouveau Président de rassurer ceux qui se présentent déjà comme son opposition et dont visiblement il veut faire des partenaires et non des adversaires.

Apaiser les rapports De la rencontre avec Ould Daddah, rien n'a filtré. Ce dernier refusant de faire une déclaration de presse à sa sortie d'audience. Les deux hommes pourraient avoir parlé de la représentativité dans la haute administration et du statut de l'opposition. Nouveau texte garantissant à l'opposition une implication dans les affaires publiques et une considération claire.

Mohamed Ould Maouloud, président du parti de l'union des forces du progrès (UFP) a déclaré à l'AMI à sa sortie d'audience que ses entretiens avec le Président de la République ont porté sur les questions relatives à la vie politique et démocratique qui se dessine, actuellement, dans le pays et les problèmes nationaux essentiels. Il a ajouté : "j'ai profité de l'entrevue pour exprimer les préoccupations essentielles des forces politiques qui désirent le changement. Il existe une identité de vue entre le Président et moi sur un certain nombre de points relatifs à la lutte contre la gabegie, à l'instauration de l'Etat de droit, à l'amélioration des conditions de vie des populations et à la sécurité publique". Le président de l'UFP a encore précisé que la question du rapprochement et de la coopération entre les forces nationales vis-à-vis des sujets nationaux a été au coeur de l'entretien. "J'estime que l'entretien a été essentiel pour renforcer l'entente entre les formations politiques auxquelles nous appartenons et le Président de la République en cette période cruciale, période marquant le début d'exécution d'un vaste programme de réformes que le président de la République entend opérer". Ould Maouloud a, enfin, exprimé le souhait quant à la poursuite de la concertation et à la réalisation de la réforme attendue par le peuple mauritanien.

Pour sa part, Jemil Ould Mansour, député des Réformateurs Centristes, a déclaré à l'AMI qu'il a eu l'honneur d'être reçu par le Président de la République avec qui il a discuté un certain nombre de questions ayant trait à l'intérêt de La Mauritanie et aux développements en cours.

Il a ajouté : "j'ai enregistré avec satisfaction l'importance capitale qu'accorde le Président de la République aux questions nationales sensibles et sa méthode privilégiant la concertation avec les acteurs politiques en tant que mécanisme essentiel pour la prochaine période".

Réfléchir La veille, les partis de cette Coalition avaient organisé une journée de réflexion sur "les défis de l'après transition". Ont participé à ce forum politique d'une journée, les partis UFP, RFD, Hatem, RPM, les Réformateurs Centristes (Islamistes), le parti de la "démocratie directe", en plus des candidats à la présidentielle de mars 2007, Ibrahima Sarr et Ba Mamadou Alassane.

Mohamed Ould Maouloud, président de l'UFP a déclaré à l'AMI à l'issue de la rencontre que tous les partis cités ont été représentés par un certain nombre de cadres dans un débat ouvert qui a donné l'occasion d'un échange de vues sur et de concevoir des approches pour affronter les défis de l'heure et des questions politiques qui y sont relevées afin de déterminer les points objet d'accord et de désaccord et permettre aux forces non représentées dans le pouvoir d'agir avec la nouvelle donne et les défis qu'elle implique. "Le but est de voir si nous allons agir dans une perspective de coopération entre nous et les autres parties qui tendent à relever ces défis et comment le faire ou, si nous allons rester dans la position d'opposition, comment allons nous agir aussi dans ce cas." "Quelle sera notre position vis-à-vis du gouvernement s'agissant de la manière de gouverner adaptée à l'étape actuelle : gouvernement de majorité ?, d'union nationale ? Quel rôle pour l'armée dans cette nouvelle étape ? Doit-elle avoir un rapport avec la politique ? Ne doit-on pas déterminer avec précision dès à présent ces questions et éviter l'amalgame à cet égard

? Comment régler les séquelles des évènements de 1989 et les transcender de manière à renforcer l'unité nationale ? Comment apporter des solutions à la question de la répartition équitable des richesses et profiter des ressources du pays ?" Ould Maouloud a conclu sa déclaration en disant : "toutes ces questions étaient en discussion ouverte avec comme objectif de présenter les vues de chaque parti participant afin d'entrevoir les possibilités d'entente sur une plateforme et des positions politiques communes pouvant constituer la base d'une coopération prochaine".

Recommandations Du côté du gouvernement, la première réunion du Conseil des ministres a été réservée à un débat sur les grandes orientations du mandat qui commence. C'est ainsi que le Président de la République a souligné la nécessité de veiller aux attentes légitimes des citoyens en particulier dans le domaine de l'administration, la justice, la consolidation de l'unité nationale et l'établissement d'un état de droit. Il a donné ses instructions pour une réforme de l'administration afin qu'elle soit au service du citoyen. A cet égard, le Président de la République a insisté sur la nécessité du respect des horaires de travail, la rigueur et la transparence dans la gestion et l'objectivité dans le choix des responsables sur la base de la compétence et de l'intégrité. Il a également recommandé aux responsables et agents exerçant dans l'administration de faire preuve de responsabilité et d'être un modèle dans l'exercice de leur travail. En réponse au souci exprimé par le Président de la République concernant la sauvegarde des deniers publics et la transparence en matière de gestion publique, le Premier ministre a assuré que le gouvernement s'engage à lutter contre la corruption, le détournement des deniers publics et toutes les pratiques contraires aux valeurs morales. Et en application de cette orientation, le Président de la République, le Premier ministre ainsi que les membres du gouvernement feront une déclaration de patrimoine. Une révolution, même si les sceptiques disent toujours que cela ne signifie rien en Mauritanie. La symbolique est déjà assez éloquente. Au même titre qu'un Président qui accomplit la prière du vendredi en public. C'est déjà un signe. Qu'il faut renforcer.

MFO La Tribune N° 348 du 08/05/07